



Communiqué de presse

Conflit au Moyen-Orient : un impact marqué sur l'activité des entreprises franciliennes

Paris, le 11 mai 2026 – Afin de mesurer l'impact du conflit au Moyen-Orient, le CROCIS, observatoire économique de la CCI Paris Ile-de-France, a conduit au mois de mars dernier une enquête flash sur les conséquences de cette crise auprès des entreprises franciliennes. Une deuxième enquête vient mettre à jour ces résultats, et révèle un changement structurel pour le tissu économique de l'Ile-de-France : du choc de coûts au choc de la demande.

Dans un contexte international marqué par une incertitude permanente, les résultats comparés de deux enquêtes menées entre mars et mai 2026 auprès **de chefs d'entreprise franciliens**, tous secteurs d'activité confondus, démontrent une **dégradation progressive mais significative de la situation économique**, sous l'effet du conflit au Moyen-Orient.

Hausse des coûts du carburant : une pression désormais généralisée

La hausse des coûts liés aux carburants concerne désormais la quasi-totalité des entreprises franciliennes interrogées : en mars 2026, 94 % des chefs d'entreprise déclaraient une augmentation des coûts depuis le début du conflit, **cette proportion atteint désormais 97 %**. Surtout, la situation se tend sensiblement : la part des entreprises confrontées à des hausses importantes soit supérieures à 20 %, progresse fortement entre les deux enquêtes. Cette évolution pèse directement sur la rentabilité et réduit les marges de manœuvre financières des entreprises, notamment des PME.

Le conflit comme frein à l'activité : l'impact de la baisse de la demande

La perception de l'impact du conflit sur l'activité se renforce, et continue de croître à 65 %, soit une hausse de 3% depuis le mois de mars. Au-delà de cette progression, la nature des difficultés évolue : **la baisse de la demande devient le premier facteur d'impact : elle est citée par 63 % des entreprises** en mai, contre 48 % en mars.

Dans le même temps, la part des entreprises déclarant une réduction de leur activité ou un arrêt temporaire passe **de 26 % à 33 %**.

Le conflit ne se limite donc plus à un choc externe sur les coûts : il agit désormais comme un frein direct à l'activité économique en Ile-de-France.

Des ajustements défensifs pour les entreprises

Face à cette situation, la majorité des entreprises a **déjà engagé des actions spécifiques à 68 % en mai**, contre 64% en mars.

Les stratégies mises en œuvre traduisent toutefois un durcissement des arbitrages :

- **la répercussion des hausses de coûts sur les prix de vente** progresse
- **la réduction des volumes produits ou vendus** augmente également

Ces choix témoignent d'une gestion de crise de plus en plus défensive, dans un contexte de demande affaiblie.

Un climat d'incertitude durable pour l'économie francilienne

Les inquiétudes concernant la poursuite ou l'aggravation du conflit progressent nettement. En mars, 37 % des chefs d'entreprise estimaient leur entreprise fortement exposée ou en situation de risque critique contre 43 % en mai.

Si la majorité anticipe encore les principales difficultés à un horizon supérieur à trois mois, cette évolution confirme **l'installation d'un climat d'incertitude durable pour l'économie francilienne**.

L'impact sur les **échanges internationaux** s'intensifie également :

- **55 %** des exportateurs se déclarent affectés en mai (contre 51 % en mars)
- Les importateurs demeurent très largement exposés, près de neuf entreprises sur dix étant impactées, principalement en raison de la hausse des coûts logistiques et de l'allongement des délais d'approvisionnement.

La CCI Paris Ile-de-France plus que jamais mobilisée aux côtés des entreprises

Face à cette dégradation progressive de la conjoncture, la CCI Paris Ile-de-France renforce son accompagnement des entreprises franciliennes, pour les aider à anticiper les difficultés, et à adapter leur stratégie.

« Les résultats de ces enquêtes montrent que les entreprises franciliennes entrent dans une phase de vulnérabilité et d'incertitude accrues qui impactent leur activité : du choc de coûts au choc de la demande. Dans ce contexte, la CCI Paris Ile-de-France est pleinement mobilisée pour accompagner les dirigeants, et mettre en place tous les dispositifs de soutien et de prévention disponibles », déclare Dominique Restino, président de la CCI Paris Ile-de-France.

Méthodologie de l'enquête

**Enquête flash réalisée entre le 23 avril et le 5 mai 2026 auprès de 910 chefs d'entreprises franciliens*

**79 % des répondants comptent moins de 10 salariés.*

Contact relations presse :

Nicolas Moutier et Elodie Flora

06 69 31 76 08 et 06 58 65 65 30 - servicedepresse@cci-paris-idf.fr

Chambre de commerce et d'industrie de région Paris Ile-de-France

11 rue Léon Jouhaux – 75010 Paris